

Le désarmement stratégique 1960-2010

Autor(en): **Vautravers, Alexandre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2010)**

Heft 4

PDF erstellt am: **18.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-514445>

Nutzungsbedingungen

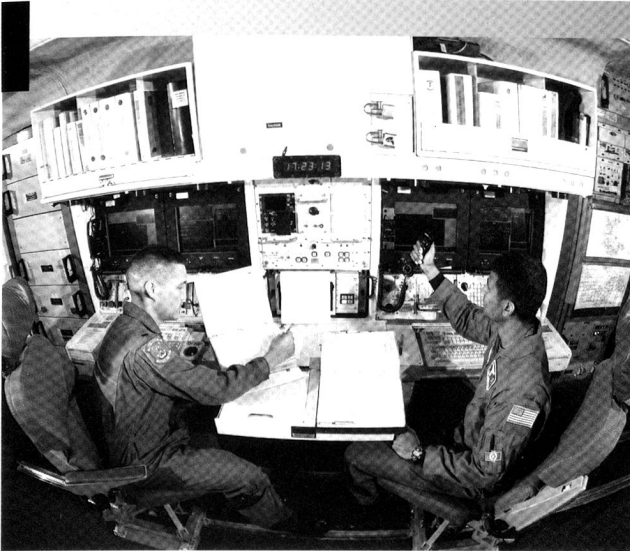
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Simulation de mise à feu d'un missile balistique intercontinental (ICBM) américain. Photo © USAF.

Désarmement

Le Désarmement stratégique 1960-2010

Alexandre Vautravers

Directeur, Département de Relations internationales, Université Webster, Genève

On estime l'arsenal nucléaire américain à 11'000 ogives, soit 7'000 têtes stratégiques déployées, 1'000 armes tactiques et 3'000 en réserve. L'arsenal russe est estimé à 19'500, soit 5'000 têtes déployées, 3'500 armes tactiques et plus de 11'000 en réserve.¹

Vingt ans après la fin de la guerre froide, les visions s'opposent toujours sur la question du rôle des armes nucléaires. Certains veulent voir dans l'équilibre de la terreur –passée et, on peut imaginer, également future– un facteur de stabilité dans les relations internationales, le pouvoir destructeur de ces armes rendant leur utilisation impossible.

D'autres voient dans cet équilibre précaire, baptisé « Mutually Assured Destruction » (MAD), une politique irresponsable et ruineuse, inutile et dangereuse, qui de surcroît peut inciter certains Etats ou groupes armés à suivre l'exemple des puissances nucléaires, encourageant ainsi la prolifération.

PTBT/LTBT, 1963

Dans les années 1950, des tests en grandeur nature sont nécessaires pour le développement d'armes nouvelles. A cette époque, l'armée américaine teste un engin de 8 mégatonnes dans l'atmosphère. L'URSS, qui à la suite des USA franchit le pas de l'arme atomique (A) vers l'arme thermonucléaire (H), fait exploser en 1961 une bombe de 50 mégatonnes dans l'atmosphère.

Tout au long de la décennie, des discussions sont en cours entre les deux superpuissances pour limiter ou interdire les tests, et ainsi réduire l'impact des retombées radioactives dans l'environnement. Mais les USA disposant d'un

avantage technologique, il est difficile de faire accepter au gouvernement soviétique une pareille limitation. Celui-ci accepte le principe d'une restriction des tests, sous l'égide de l'ONU, mais sans régime de vérification. C'est sur ce dernier point que les discussions sont les plus vives, les USA insistant sur l'envoi d'inspecteurs afin de déterminer la nature d'éventuels tests souterrains.

Au bout de près de dix ans de négociations, le président Kroutchev laisse entendre en 1963 –peu après la crise des missiles de Cuba– qu'il ne s'opposerait pas à un traité qui n'inclurait pas les tests souterrains. Les négociations sont alors rapides : un accord est conclu en 21 jours seulement. Le Partial/Limited Test Ban Treaty interdit donc les tests d'armes nucléaires dans l'atmosphère, sous la mer ou dans l'espace.²

Il est proposé par John F. Kennedy et est signé par l'URSS (Andrei Gromyko), le Royaume Uni (Sir Alec Douglas-Home) et les USA (Dean Rusk) à Moscou le 5 août 1963, pour entrer en vigueur le 10 octobre 1963. Il a, depuis, été signé par la plupart des pays : à l'exception de la France, de la Chine et de la Corée du Nord.

NPT, 1968

Le traité de non-prolifération nucléaire est lancé par le ministre irlandais des Affaires étrangères Frank Aiken en 1958. Il établit que les USA, l'URSS, le Royaume Uni, la France et la Chine sont les « Etats détenteurs d'armes nucléaires », qui sont également membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU (P5). Ces Etats renoncent à transférer ou céder, encourager ou assister d'autres Etats à acquérir des armes ou explosifs nucléaires (Art.I). Les autres Etats s'engagent à ne pas recevoir, manufacturer ou acquérir, chercher ou recevoir de l'aide afin de produire des armes nucléaires (Art.II). Enfin,

¹ Robert S. Norris, Hans M. Kristensen, "Nuclear Notebook: US nuclear forces, 2009," *Bulletin of Atomic Scientists*, mars 2009. <http://thebulletin.metapress.com/content/f64x2k3716wq9613/fulltext.pdf>
Robert S. Norris, Hans M. Kristensen, "Nuclear Notebook: Russian nuclear forces, 2009," *Bulletin of Atomic Scientists*, mai 2009. <http://thebulletin.metapress.com/content/h304370t70137734/fulltext.pdf>
http://www.armscontrol.org/act/2002_06/factfilejune02 (tous les sites web consultés le 9.07.2010)

² http://www.nuclearfiles.org/menu/library/treaties/partial-test-ban/trty_partial-test-ban_1963-10-10.htm
<http://disarmament.un.org/TreatyStatus.nsf/44e6eeabc9436b78852568770078d9c0/35ea6a019d9e058a852568770079dd94?OpenDocument>



Signature du NPT par le Président John F. Kennedy en 1963.



Signature de SALT I par Leonid Brezhnev et Richard Nixon en 1972.



Gerald Ford et Leonid Brezhnev en 1974.

les parties acceptent les règlements de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) basée à Vienne (Art.III). Enfin, les 187 signataires s'engagent à œuvrer vers le désarmement nucléaire (Art.VI).³

Le traité a été proposé par l'Irlande et la Finlande et signé le 1^{er} juillet 1968 à New York. Il est entré en vigueur le 5 mars 1970 et compte actuellement 189 Etats-membres. La France et la Chine ne l'ont signé qu'en 1992. La Corée du Nord, signataire, a violé ses engagements et s'est retirée du traité en 2003 (Art.X).

3 <http://www.iaea.org/Publications/Documents/Infcircs/Others/infcirc140.pdf>

L'Inde, le Pakistan et Israël n'ont jamais signé le traité. Les trois premiers ont officiellement annoncé être en possession d'armes nucléaires. Israël, sans l'admettre, ne l'a jamais démenti.

Le NPT est révisé tous les 5 ans, lors de la Conférence de révision des Parties. Lors des années intermédiaires ont lieu les sessions du Comité préparatoire. Même s'il a été signé à l'origine pour une durée de 25 ans, il a été décidé par consensus, lors de la Conférence de révision du 11 mai 1995, de reconduire le traité de manière indéfinie et inconditionnelle.

Le traité repose sur trois piliers : la non-prolifération, le désarmement et le droit d'utiliser la technologie nucléaire de manière pacifique (Art.IV). On retrouve ici le concept « Atoms for Peace » du président Kennedy ; ce concept, séduisant dans la théorie, n'en est pas moins problématique dans la pratique, car il prétend encourager le développement de centrales nucléaires civiles en échange du renoncement au développement d'armements nucléaires. Or c'est justement le transfert de technologie du premier vers le second domaine qui est au centre de toutes les questions.

Outre l'Inde, le Pakistan et Israël qui n'ont pas signé le traité, plusieurs problèmes ont été mis à jours depuis son entrée en vigueur. La politique de mise à disposition d'armes nucléaires américaines vers certains pays alliés membres de l'OTAN –en particulier l'Allemagne fédérale– violerait le NPT. De nombreux Etats non-alignés ont également critiqué les USA, depuis la Conférence de mai 2005, dont le gouvernement insiste sur le pilier de la non-prolifération alors qu'il ignorerait celui du désarmement.

La question de l'Iran fait l'objet de nombreux débats, les USA l'accusant de développer secrètement des technologies nucléaires militaires, l'AIEA lui reprochant son manque de coopération, les Etats non-alignés rappelant le droit de développer l'énergie nucléaire pour des utilisations pacifiques. En novembre 2007, un document du National Intelligence Estimate (NIE)⁴ américain a relativisé les efforts militaires de l'Iran, avançant que son programme militaire aurait été stoppé en 2003. Mais d'autres sites et développements ont été découverts depuis, relançant de plus belle la polémique et les sanctions économiques.

L'Afrique du Sud et la Lybie ont tous deux entretenus un programme de développement d'armes nucléaires. Mais le premier pays l'a officiellement abandonné en 1991, au moment de signer le NPT, abandonnant peu après son régime de l'Apartheid. Quant au second, il a trouvé des soutiens en Chine et au Pakistan pour mettre au point des ogives nucléaires ; mais sous la pression américano-britannique et dans le contexte du réchauffement de ses relations internationales, la Lybie a détruit ses moyens atomiques et chimiques en 2003, acceptant le régime d'inspections internationales. En contrepartie, le Conseil de Sécurité n'a prononcé aucune sanction contre la Lybie pour violation de ses obligations vis-à-vis du NPT.⁵

4 http://www.dni.gov/press_releases/20071203_release.pdf
http://www.cfr.org/publication/7758/national_intelligence_estimates.html?id=7758

5 Paula DeSutter, "Libya Renounces Weapons of Mass Destruction," <http://usinfo.state.gov/journals/itps/0305/ijpe/desutter.htm>
Paula DeSutter, "Completion of Verification Work in Libya," Testimony before the Subcommittee on International Terrorism, Nonproliferation, and Human Rights, 22 septembre 2004. <http://www.state.gov/t/vci/rls/rm/2004/37220.htm>
Paula DeSutter, "US Government's Assistance to Libya in the Elimination of its Weapons of Mass Destruction," Testimony before the Senate Foreign Relations Committee, 26 février 2004. http://www.senate.gov/committees/foreign_relations/recordings/2004/02/26/022604desutter.htm

SALT I, 1972

Le cycle de discussions SALT (Strategic Arms Limitation Talks) a eu lieu à Helsinki entre novembre 1969 et mai 1972 – lors du vol Apollo 12, quatre mois après le retour d’Apollo 11 du sol lunaire et donc dans un climat de « Détente » internationale. Les accords signés par Richard Nixon et Leonid Brezhnev sont entrés en vigueur entre 1972 et 1977. Ces discussions ont notamment permis d’ouvrir les débats sur l’accord ABM, ainsi qu’un traité sur la limitation des armes stratégiques offensives. Ils portent avant tout sur la limitation de l’arsenal stratégique américain et soviétique, en gelant le nombre maximum de sous-marins nucléaires lanceurs d’engins (SNLE) au niveau actuel et en empêchant son augmentation tant qu’un nombre équivalent de missiles balistiques terrestres (ICBM) n’est retiré.⁶ Ainsi, les USA disposent-ils au maximum de 1’054 silos ICBM et 656 SLBM, alors que l’URSS dispose de 1’607 et 740. En revanche, le nombre de bombardiers stratégiques n’est pas considéré dans le cadre de cet accord.⁷

ABM, 1972

Les deux Grands se sont rendu compte qu’il était plus facile de se mettre d’accord sur un équilibre que sur une limitation des armements. Afin de contourner les discussions sur le nombre d’armes nucléaires, des discussions parallèles ont porté sur les défenses contre les missiles stratégiques. Le traité anti-missile balistique établit que l’URSS et les USA ne peuvent déployer que deux systèmes anti-missiles, afin de protéger chacun deux villes de leur choix. L’URSS a mis au point un système de défense de sa capitale ; les USA ont développé, dans le cadre du programme SAFEGUARD, un système sensé protéger une douzaine de bases d’ICBM dans le Dakota du Nord ; en raison de son coût élevé et de son manque d’efficacité, le système américain a été abandonné en 1975.

Ce traité a été signé en 1972, mais dénoncé par les USA en 2002.

Prevention of Nuclear War Agreement, 1973

Il s’agit d’une décision entre les deux Grands de se consulter mutuellement durant une situation de confrontation nucléaire.

Threshold Test Ban Treaty, 1974

Cet accord prévoit le plafonnement des tests nucléaires à 150 kilotonnes. Le traité a été signé en 1974 et est entré en vigueur en 1990.

SALT II, 1979

Durant les années 1970 sont apparus des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) dotés d’ogives multiples (entre 10 et 38 par missile, certains étant des leurres pour tromper les défenses adverses), ainsi qu’une nouvelle génération de bombardiers stratégiques supersoniques : le XB-71 *Valkyrie* et le B-1A *Lancer* américains, le Tu-22 *Blinder* et Tu-26 *Backfire* (sic) soviétiques.

La seconde série de négociations a débuté en 1972 et aboutit



Jimmy Carter et Leonid Brezhnev signent SALT II en 1979.



Mikhail Gorbachev et Ronald Reagan en 1987.



George H. Bush et Mikhail Gorbachev signent START I en 1991.

à un accord en 1979, entre Jimmy Carter et Leonid Brezhnev.⁸ Il s’est agit, d’une part, de limiter le développement de nouveaux engins disposant de plus de 5% d’améliorations par rapport aux systèmes alors en service. Les USA ont abandonné le XB-71 et repoussé le B-1 ; les Soviétiques se sont engagés à renoncer au Tu-26 et à limiter le nombre de Tu-22. Mais surtout, pour la première fois, les deux superpuissances ont accepté de réduire leur arsenal stratégique.

Cependant, la mise en application du traité a posé de nombreux problèmes. Car six mois après la signature du traité, l’Armée rouge a pénétré en Afghanistan. Dans ce contexte, le

www.state.gov/t/veirls/rm/2004/29945.htm

⁶ <http://www.state.gov/www/global/arms/treaties/salt1.html>

⁷ http://www.armscontrol.org/act/2002_06/factfilejune02

⁸ http://www.nuclearfiles.org/menu/library/treaties/strategic-arms-limitation-two/trty_strategic-arms-limitation-two_1979-06-18.htm

Vue d'ensemble des accords de désarmement stratégique bilatéraux

	SALT I	SALT II	START I	START II	START III	SORT
Nombre max d'ogives déployées	Limite de missiles, non d'ogives	Limite de missiles et de bombardiers, non d'ogives	6'000	3'000-3'500	2'000-2'500	1'700-2'200
Nombre limite de vecteurs	USA : 1'700 ICBM/ SLBM URSS : 2'347 ICBM/ SLBM	2'250	1'600	N/A	N/A	N/A
Statut	Expiré	Jamais entré en vigueur	En vigueur	Jamais entré en vigueur	Jamais négocié	Signé ; en attente de ratification
Signature	26.05.1972	17.06.1979	31.07.1991	3.01.1993	N/A	24.05.2002
Entré en vigueur	3.10.1972	N/A	5.12.1994	N/A	N/A	?
Limite d'implémentation	N/A	31.12.1981	5.12.2001	31.12.2007	31.12.2007	31.12.2012
Date d'expiration	3.10.1977	31.12.1985	5.12.2009	5.12.2009	N/A	31.12.2012

Source : http://www.armscontrol.org/act/2002_06/factfilejune02

Parlement américain a alors refusé de ratifier l'accord.⁹ Mais celui-ci a été appliqué de manière tacite.

Ensuite, les parties ont longuement interprété puis contourné l'accord : ainsi, le Tu-26 a été renommé en secret le Tu-22M *Backfire*... certains appareils étant déclarés comme avions de lutte aéronavale. Il a finalement été accepté de démonter les perches de ravitaillement sur tous sauf 100 appareils de ce type. Dans ce climat de méfiance mutuelle, l'administration Reagan a relancé le programme B-1B au début des années 1980. Les USA ont alors dénoncé ces accords le 26 mai 1986.¹⁰

INF, 1987

L'Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty élimine tous les missiles de croisière et balistiques sol-sol d'une portée de 500 à 5'500 km. Cette décision met fin à de nombreuses polémiques, notamment les oppositions des pacifistes et des mouvements de gauche européens contre les « euromissiles » *Tomahawk* américains déployés en République fédérale allemande (RFA). Il met également un terme au développement du missile sol-sol français *Hadès* – une épine dans le couple franco-allemand.

Le traité a été signé le 8 décembre 1987 pour entrer en vigueur aussitôt, le 1^{er} juin 1988. La réduction a été effectuée au 1^{er} juin 1991, les deux parties ayant ainsi détruit 2'692 missiles.

Le traité a une validité illimitée dans le temps. Avec l'éclatement de l'URSS en 1991, l'accord a été « multilatéralisé » pour inclure les nouveaux Etats suivants : la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine ; le Turkménistan et l'Ouzbékistan sont également des parties du traité, mais n'ont pas participé aux réunions ou aux inspections.¹¹

START I, 1991

Le Strategic Arms Reduction Treaty est signé par George H. Bush et Mikhail Gorbatchev en juillet 1991. Il vise à réduire le nombre de missiles à 1'600 et d'ogives nucléaires de 10'000 à 6'000 de part et d'autre. Il est entré en vigueur en 1994 et a expiré en 2009.

9 <http://www.state.gov/www/global/arms/treaties/salt2-1.html>
<http://www.state.gov/www/global/arms/treaties/salt2-2.html>
 10 http://www.armscontrol.org/act/2002_06/factfilejune02
 11 http://www.armscontrol.org/act/2002_06/factfilejune02

La mise en application du traité, qui prévoit non seulement des échanges d'information mais également un régime d'inspections pour constater la destruction d'armements, a été compliquée par l'éclatement de l'URSS et les efforts pour supprimer l'arsenal nucléaire de l'Ukraine, du Kazakhstan et de la Biélorussie. Les réductions ont été complétées en 2001.

L'initiative du Président américain du 27 septembre 1991a proposé le retrait unilatéral de toutes les armes nucléaires tactiques ou à courte portée américaines. L'engagement réciproque du Président soviétique a été prononcé le 5 octobre, mais son application a été rendu difficile par l'éclatement du pays.¹² On considère aujourd'hui que cette proposition n'a pas été suivie d'effets probants.

MDT, 1994

Le Mutual Detargeting Treaty prévoit que les forces stratégiques américaines et soviétiques, ainsi que leurs vecteurs, ne seront plus automatiquement pointés l'un sur l'autre. Les deux pays ne sont désormais officiellement plus adversaires. Le traité a été signé en janvier 1994 et a pris effet le 30 mai de la même année.¹³

A+V

.....
A suivre

12 http://www.armscontrol.org/act/2002_06/factfilejune02

13 <http://www.fas.org/nukc/control/detarget/docs/940114-321186.htm>